

Questions orales

Tout cela suit la décision du gouvernement de réduire les paiements de transfert aux provinces. Le premier ministre pourrait-il nous dire quand le gouvernement va se décider à agir? Va-t-il attendre d'autres catastrophes économiques?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, selon moi, le député tient des propos alarmistes. Ce ne sont que des hypothèses au sujet du prochain budget.

Il devrait voir ce qui se passe dans d'autres provinces, notamment à Terre-Neuve, sous un gouvernement libéral.

Le gouvernement veut s'assurer que grâce à des programmes de relance économique, le Manitoba et d'autres provinces profiteront des programmes que nous mettons en oeuvre. Au lieu de faire des hypothèses, le député devrait voir les avantages tangibles qui découlent de la politique du gouvernement.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

À mon avis, le Conference Board du Canada a simplement confirmé ce que les Canadiens savaient déjà. La politique budgétaire du gouvernement, tout comme ses autres politiques du reste, sont de lamentables échecs.

Je peux vous dresser une interminable liste de ces échecs. Le dernier budget fédéral est une des causes des piètres perspectives pour 1991. On prévoit une baisse du produit intérieur brut réel. D'après les prévisions, l'indice des prix à la consommation passera à 5,7 p. 100. Je pourrais continuer encore longuement.

Quand le premier ministre et le gouvernement admettront-ils que leur politique est inefficace et quand s'attaqueront-ils aux problèmes pour donner un peu d'espoir aux Canadiens au lieu de les laisser broyer du noir?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, le Conference Board du Canada et notre gouvernement s'entendent essentiellement sur les perspectives économiques. Nous savons que notre pays connaît des moments difficiles. C'est pour cette raison que nous avons élaboré un plan de relance économique.

Même le trésorier néo-démocrate de l'Ontario dit que le gouvernement ne peut créer des emplois pour tout le monde. Même lui dit que le moment est venu de mieux former la main-d'oeuvre et de baisser les taux d'intérêt pour relancer l'économie.

Même le NPD préconise les mesures de relance économique que nous avons prises, les rares fois où il tient un discours intelligent.

M. Steve Butland (Sault Ste. Marie): Monsieur le Président, je doute que ce soit la solution et que les Canadiens soient d'accord.

Je fais allusion à l'accord nord-américain de libre-échange qui ne fera qu'exacerber la situation au Canada. Les producteurs de sucre se liguent maintenant avec les producteurs de blé, les éleveurs de porcs et les fabricants d'acier canadiens. Aux éleveurs de porcs, le ministre du Commerce extérieur a déclaré que nous avons remporté une grande victoire. Cette victoire sera annulée par l'intervention de la politique américaine.

Quand ce gouvernement se décidera-t-il à protéger les Canadiens, à faire preuve d'une volonté politique et à avoir le cran nécessaire pour traiter avec les Américains comme ils le font avec nous dans le secteur commercial?

L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'ignore à quel moment, entre la question du chef du député et celle du député d'en face, le NPD a perdu son intérêt pour les pays en développement et pour les pays pauvres qui ont besoin de notre aide et qui doivent travailler.

Je rappelle également au député que, lorsque nous avons présenté un projet de loi qui traitait de formation professionnelle, ils se sont opposés et ont tout fait pour empêcher son adoption, et nous empêcher d'offrir les programmes d'adaptation et de formation à nos travailleurs qui se retrouvent dans un nouveau milieu professionnel.

Nous savons que c'est important pour l'avenir du Canada. Nous savons qu'il ne suffit pas de dire que nous voulons éliminer le déficit. Nous devons faire des échanges pour survivre et les échanges qui se feront avec les États-Unis et le Mexique en vertu de cet accord seront bénéfiques pour les travailleurs canadiens. Si le parti auquel appartient le député ne s'était pas opposé à nos programmes de formation, nous serions plus avancés aujourd'hui.

* * *

LE SECTEUR SIDÉRURGIQUE

M. Jim Peterson (Willowdale): Monsieur le Président, l'une des victimes de la tragédie permanente que constitue le programme national de désindustrialisation est le secteur sidérurgique. Ces deux dernières années, celui-ci a perdu 8 400 emplois ou un bon 19 p. 100 de ses emplois permanents. Pendant ce temps-là, les producteurs américains d'acier ont plus que doublé l'an dernier leur part du marché canadien.